



IL FAUT VOIR GRAND POUR LES ENFANTS



Communiqué de presse du SNUipp-FSU Dordogne du 16 janvier 2014

Comité Technique Académique : « Priorité au Primaire : Pas en Dordogne ! »

La rentrée 2014 sera encore placée sous le signe de l'austérité pour les élèves de la Dordogne car aucun poste supplémentaire n'est attribué par le Recteur.

Cela fait 2 ans que notre dotation départementale est nulle !

Cette année avec une prévision de l'administration de moins 50 élèves, nous sommes très inquiets : où seront retirés les postes pour les nécessaires créations ?

L'an dernier, l'administration prévoyait 200 élèves en moins, elle a fermé 22 classes dont certaines avec des effectifs supérieurs à 26 élèves. En effet la DASEN avait décidé de créer 6 postes de remplaçants ainsi que 6 postes « nouveaux dispositifs ». Soit 12 postes à trouver en plus de ceux nécessaires pour ouvrir des classes. Pourtant le constat réel des effectifs de la rentrée 2013 ne fait apparaître que 50 élèves de moins...

Quand verrons-nous enfin les effets positifs de réformes dont nous devons être le cœur ?

Quand verrons-nous les effectifs des classes diminuer ?

Qu'en sera-t-il de l'extension des dispositifs innovants (accueil des enfants de moins de 3 ans et plus de maîtres que de classes) ?

Qu'en sera-t-il de la re création des RASED totalement oubliés ?

Qu'en sera-t-il du remplacement ?

L'administration de l'Éducation Nationale avait prévu d'anticiper les opérations de carte scolaire pour qu'elles soient terminées avant la mi-février, début de la période de réserve liée aux élections municipales. Les remontées d'effectifs ont bien été demandées aux directeurs d'école à la mi-novembre. Mais la carte scolaire aura lieu de façon très resserrée entre le 1^{er} (GT) et le 18 avril (CDEN de repli). **C'est une décision prise par le Ministre de l'Éducation, difficile de voir là l'expression de la priorité donnée au primaire. Le temps de l'école ne doit pas être celui du temps électoral !**

Les limites du budget aboutissent à une carte scolaire bien en deçà des besoins, ce qui fait craindre des perturbations des municipales. Il s'agit donc de ne pas laisser au débat citoyen sur l'école sa place dans la campagne électorale : **c'est une instrumentalisation purement politicienne du service public d'enseignement au détriment de la transparence et de l'équité du débat public.** Ce fut déjà le cas sous un autre gouvernement, on aurait pu espérer un changement de méthodes !

Le service public d'Éducation ne peut être considéré comme un simple enjeu électoral !

Vanda Bonnamy co secrétaire départementale du SNUipp-FSU

Vincent Perducat co secrétaire départemental du SNUipp-FSU